

**Avril 2008 Cédrika Provencher**

## **10 Avril 2008 - La famille de Cédrika Provencher souhaite davantage d'ouverture de la part de la SQ**

**Les fonds amassés lors du spectacle de Michel Barette, 25 000 \$, s'ajoutent aux 36 000 \$ déjà dépensés pour les recherches. Mais ces recherches ont leurs limites. Et les Provencher aimeraient bien que la Sûreté du Québec (SQ) accepte de faire appel à des ressources inhabituelles, comme Find me.**

L'organisme basé en Arizona a été fondé en 2002 par un policier à la retraite. 115 personnes travaillent avec lui. Des ex-policiers, une quarantaine de voyants et une équipe de recherche. Le fondateur de Find me, Kelly Snyder, a contacté la SQ il y a quelques jours, mais n'a pas eu de retour d'appel. Ce service est gratuit.

On le sait, depuis le début de l'enquête, la SQ est inondée d'informations de la part de voyants. Des informations qu'elle ne peut pas toutes vérifier.

Mais dans un dossier comme celui de Cédrika, on pourrait retenir les points communs des informations des voyants et les transmettre aux corps policiers. Du côté de la SQ, on ne veut pas faire de commentaires sur Find me. Mais pour la famille, huit mois après la disparition de Cédrika, tous les moyens sont bons pour la retrouver. (Mélanie Bergeron)

Écoutez l'extrait vidéo en cliquant ici : [vidéo](#)

### **Disparition de Cédrika Provencher** **Rien ne va plus entre la famille et la SQ**

Canoë  
02/04/2008 10h28



Rien ne va plus entre la famille de Cédrika Provencher et la Sûreté du Québec, qui mène l'enquête pour retrouver la fillette disparue il y a huit mois déjà.

Selon la famille Provencher, les ponts avec la Sûreté du Québec sont pratiquement coupés depuis quelques semaines.

Pour réussir à avoir un compte rendu sur les recherches, les proches de la fillette ont demandé une rencontre avec le ministre de la Sécurité publique, Jacques Dupuis.

Le 17 mars dernier, les parents de Cédrika ont été reçus par un représentant du |ministre et un enquêteur de la SQ, mais n'ont pas obtenu plus d'informations.

La SQ refuse de commenter cette situation, prétextant qu'elle n'accorde plus d'entrevue dans ce dossier.